

Rappel Dossier : [les deux affaires de l'Hôpital Nord de Marseille](#), . . . toutes deux parfaitement identifiées !

Le Monde

Enquête

L'étrange syndrome du bâtiment malsain

LE MONDE | 13.08.07

Rester dans son bureau, "c'est comme cuire à l'intérieur. Je ne tiens pas plus de vingt minutes. Depuis deux ans, ça me pourrait bien la vie."

Reda Goudjil, responsable "informatique scolaire" à la mairie de Villejuif (Val-de-Marne), ne s'explique pas le phénomène. Comme d'autres de ses collègues, il fait partie des victimes d'une "épidémie de symptômes inexpliqués de nature irritative", ainsi que la qualifient les épidémiologistes qui ont été amenés à l'étudier.

L'affaire débute le 4 février 2004. Dans un bâtiment de la mairie, la surchauffe de la batterie d'un onduleur informatique dégage des vapeurs acides. Plus de soixante personnes incommodées sont évacuées. Les mois suivants, plusieurs épisodes collectifs d'irritation des muqueuses et de la peau, des signes de fatigue et de maux de tête surviennent sporadiquement, sans cause identifiée.



Un agent d'entretien désinfecte une table d'intervention dans le bloc opératoire de l'hôpital Nord, le 24 août 2005 à Marseille.

AFP/PATRICK VALASSERIS

En février 2005, presque à la date anniversaire de l'incident initial, l'épidémie explose, touche bientôt 30 % des 250 agents municipaux du centre-ville.

Les multiples analyses environnementales diligentées mettent seulement en évidence une atmosphère confinée dans le service d'action sociale, où un public nombreux et parfois pressant est reçu. Rapidement, les responsables sanitaires posent le diagnostic : "Syndrome du bâtiment malsain." Dans la littérature scientifique, ce terme désigne des épidémies qui surviennent dans des lieux mal ventilés, où le climat social ou les conditions de travail sont difficiles.

"Il y avait visiblement un mal-être au travail", note Franck Périllat-Bottonet, adjoint au maire (PC) chargé du personnel. Des mesures correctives sont prises : modification de l'organisation des postes, rénovation et aération des bâtiments - au total, quelque 300 000 euros de travaux. Mais le malaise persiste. En 2007, des cas plus légers se sont déclarés en mairie centrale, chez des agents qui ne font pas forcément face au public.

"On n'est plus en période de crise, mais de convalescence", estime Eric Bénisti, directeur général des services techniques, pour qui "tout le défi est de dire aux agents qu'ils souffrent vraiment, mais que ça ne vient plus du bâtiment". Même si, admet-il, le chauffage peut-être un facteur irritant. Franck Périllat-Bottonet ne ferme pas non plus la porte à une explication physiologique : "Il se peut que ce soit de l'hyperréactivité allergique développée chez certains agents." Les plus affectés avaient, note-t-il, des antécédents allergiques, notamment asthmatiques.

La municipalité a "délocalisé" certains d'entre eux, comme Florence Daverat, qui a vu ses symptômes disparaître depuis son transfert.

Elle se bat pour faire reconnaître ses arrêts de travail en maladie professionnelle : "S'ils ont fait ces travaux-là, c'est bien qu'il y avait quelque chose", assure-t-elle. Mais certains n'osent pas se manifester et préfèrent prendre des antihistaminiques, "par crainte d'être montrés du doigt", témoigne Reda Goudjil.

Chacun a bien compris que "syndrome du bâtiment malsain" est la traduction politiquement correcte d'"hystérie collective". L'Institut national de veille sanitaire (INVS) parle aussi de *"syndrome psychogène"*. Il y est de plus en plus en plus souvent confronté, au point de préparer un guide de bonnes pratiques à l'attention des médecins.

Hubert Isnard, de la cellule interrégionale d'épidémiologie d'Ile-de-France, qui a eu l'occasion d'intervenir sur plusieurs affaires de ce genre, dont Villejuif, reste fasciné par ces manifestations *"très extraordinaires"*. Elles présentent presque toujours les mêmes ingrédients : un incident déclencheur, *"cristallisant"*, puis une contagion.

"Les réponses apportées sont généralement techniques - analyses environnementales ou autres, note Hubert Isnard. Mais on ne trouve rien de déterminant. Ensuite, comment fait-on ?"

Selon lui, changer les ventilations ne suffit pas. L'approche purement psychologique n'est pas plus indiquée. *"Une cellule d'écoute peut être très mal vécue, sur le thème "on nous prend pour des fous"*, prévient-il. Il préconise la transparence. Informer les personnes concernées des analyses en cours, mais évoquer rapidement la piste du syndrome psychogène, *"seule façon d'arrêter la machine infernale des investigations environnementales"*, les résultats négatifs nourrissant en retour l'inquiétude. Travailler sur la qualité de l'environnement social, de travail est indispensable.

La gestion de ces épisodes reste délicate. *"Plus d'un siècle après que Charcot a démontré que les hystériques n'étaient pas des simulateurs et que Freud a découvert l'inconscient, il nous est difficile d'accepter que nos souffrances puissent être à la fois réelles et sans cause matérielle"*, note Georges Salines, responsable du département santé environnement de l'INVS, dans un numéro d'avril du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* consacré aux syndromes psychogènes.

La revue décrit plusieurs fascinants "cas d'école". Comme l'épidémie de malaises survenus dans le bloc opératoire central de l'Hôpital Nord de Marseille, en août 2005. Ou l'hospitalisation de dix collégiens de Carignan (Ardennes), en octobre 2004, après l'évanouissement d'une élève dans la cour et des déclenchements accidentels de l'alarme incendie. La présence de formaldéhyde et d'une ventilation défaillante avait aussi été mise en évidence.

Ou encore cette chorale rassemblée dans la salle municipale de Pamproux (Deux-Sèvres), dont treize membres ont été hospitalisés sans qu'on puisse détecter une intoxication au monoxyde de carbone. Hubert Isnard cite encore cette école en Corse où, *"après l'arrivée d'un élève handicapé, plusieurs enfants se sont retrouvés en fauteuil roulant"*.

En 2002, un article du *British Journal of Psychiatry* soulignait la *"nature protéiforme des malaises de masse sociogéniques"*. Robert Bartholomew (Queensland University) et Simon Wessely (King's College, Londres) en retrouvaient la trace dans les couvents du Moyen-Age, mais aussi, en 1987, dans une école islamique de l'Etat de Kedah, en Malaisie.

Le travail en usine, après la révolution industrielle, a engendré des manifestations similaires. Des *"odeurs étranges"*, liées à des composants inoffensifs, ont causé pendant tout le XX^e siècle des épisodes d'hystérie collective, notamment dans des contextes de tension internationale, comme le conflit Iran-Irak, la première guerre du Golfe ou l'après-11-Septembre, notaient encore les chercheurs. Ils soulignaient aussi la crise de confiance envers la qualité de l'environnement comme l'un des facteurs associés.

Reda Goudjil ne se satisfait pas de ces explications "100 % psychologiques", trop commodes. Il salue les efforts de la municipalité, mais ne cache pas sa défiance à l'égard des autorités sanitaires, défaillantes *"à l'époque de Tchernobyl, du sang contaminé, de Mururoa..."*

Au fil du temps, il s'est documenté sur le syndrome psychogène, mais aussi sur les formaldéhydes et les composés organiques volatils (COV), ces polluants atmosphériques, dont certains ont été recherchés, **sans succès**, à la mairie de Villejuif.

"Tous les COV ne sont pas détectables", note-t-il cependant, sans être démenti par les services techniques. *"L'idée que ce soit pour partie dans la tête ne m'est pas insupportable, assure-t-il. Mais l'idée que ce le serait à plus de 50 % l'est. Ma certitude, c'est qu'il y a un facteur physique que l'on n'a pas encore trouvé."*